

Le projet pilote de distribution de protections hygiéniques dans les écoles est sur de bons rails

# Le tampon nécessaire pour les élèves

SELVER KABACALMAN

**Egalité** ► Les élèves vaudois sont convaincus par la pertinence de distribuer des protections périodiques gratuites dans les lieux de formation. L'Etat entend poursuivre son action. Voilà en résumé ce que le Département de la formation, de la jeunesse et de la culture a relaté hier, rendant publique une analyse inédite sur le sujet.

Initié il y a un an dans sept établissements du canton, puis étendu progressivement à 44 autres, le projet pilote, financé par la Direction générale de l'enfance et de la jeunesse, a suscité beaucoup d'enthousiasme. Surtout de la part des élèves, qui ont souhaité que leurs établissements prennent part au projet. Les communes ont aussi montré un fort intérêt, selon la ministre Cesla Amarelle.

L'objectif était triple: apporter une solution à la précarité menstruelle, fournir gratuitement, en cas de besoin, des protections périodiques dans les lieux de formation et briser le tabou des règles. L'analyse du canton livre un résultat sans appel: 91% des élèves sondés trouvent nécessaire d'avoir des distributeurs dans leur école, dont 97% de filles et 85% de garçons.

## Impact sur l'absentéisme

La conseillère d'Etat a relevé les chiffres les plus parlants de l'étude, qui visait surtout à mesurer les besoins. Cette dernière s'est adressée à plus de 13 000 élèves scolarisés dans 42 établissements, allant de la 7<sup>e</sup> à la 11<sup>e</sup> année et du postobligatoire. Parmi les répondants, près de 6000 élèves sont menstruées.

Premier chiffre qui interpelle la ministre socialiste: un peu plus de la moitié des élèves menstruées indiquent avoir déjà manqué l'école ou un cours à cause de leurs règles. Plus de la moitié des élèves absentes à cause de leurs règles le sont plusieurs fois par an. La principale raison invoquée est la douleur.

«Cela montre que le sujet des règles touche l'école. C'est un thème qui doit être abordé parce



Une coupe menstruelle, un tampon et une serviette hygiénique sont présentés lors d'un cours de sensibilisation sur les règles. KEYSTONE-ARCHIVES

qu'il est source d'absentéisme et de frein dans l'acquisition des apprentissages», a souligné Cesla Amarelle.

Autre chiffre: sur les 5900 élèves menstruées sondées, trois sur quatre rapportent s'être déjà retrouvées en manque de protection périodique à l'école. «Cela justifie toute la nécessité d'avoir des distributeurs», selon Cesla Amarelle.

Et 68% des personnes menstruées indiquent qu'il leur est arrivé de renoncer à changer leur protection, parce qu'elles n'en avaient pas sur elles, par gêne ou par manque d'argent. «Ces chiffres doivent nous interpeller car ne pas changer de protection peut avoir une



«Les règles, cela touche l'école. C'est un thème qui doit être abordé» Cesla Amarelle

conséquence parfois grave sur la santé», a-t-elle poursuivi.

## Précarité menstruelle

Selon Cesla Amarelle, cette étude offre les «premières données fiables sur la précarité menstruelle», qui existe dans le canton. Au postobligatoire, 5% des jeunes femmes qui ont leurs règles se déclarent en situation de précarité. Par ailleurs, 12% ont répondu avoir déjà dû faire un choix entre l'achat de protection périodique et un autre objet de première nécessité.

Le projet pilote qui court jusqu'à fin 2023 dépasse la simple distribution gratuite de protections hygiéniques bio et garanties sans éléments toxiques.

Un autre axe vise à accompagner et sensibiliser le jeune public sur le sujet. Du matériel d'information et des ressources ont été transmis aux écoles participantes, libres d'investir la thématique comme elles le souhaitent. Ateliers, conférences et activités artistiques ont été organisés dans différents lieux de formation. Plusieurs travaux de maturité ont été réalisés sur ce thème. Des ateliers de sensibilisation et des stands ont aussi été mis sur pied en collaboration avec la fondation Profa, à disposition des écoles. Lydie Rochat, cheffe du service d'éducation sexuelle de la fondation, a relevé que ces actions ont contribué à «dibérer la parole».

Les résultats montrent que la plupart des élèves ont déjà reçu des informations sur les menstruations. Les sources d'information principales sont la famille, puis les cours d'éducation sexuelle dispensés à l'école par Profa, les amis et les réseaux sociaux ou internet, relève Seema Ney, cheffe de projet à l'unité de promotion de la santé et de prévention en milieu scolaire.

Reste qu'un tabou lié aux règles persiste pour la moitié des élèves. Ainsi, «30% des élèves rapportent entendre parfois à souvent des moqueries sur les règles à l'école», relate la responsable. «Une grande majorité rapporte ne pas se sentir égales à elles-mêmes ou comme d'habitude quand elles sont en cours et qu'elles ont leurs règles.»

Fatigue, troubles de l'attention ou de la concentration, et des problèmes de stress et d'anxiété sont relatés. Trois quarts des personnes menstruées mentionnent souffrir de douleurs de règles. «Ce problème nous interpelle. Nous allons l'investiguer dans notre seconde phase d'évaluation pour mieux comprendre ce qui se cache derrière ce chiffre», a-t-elle conclu.

## Généralisation prévue

L'évaluation est le dernier pilier du projet. La seconde phase d'évaluation – déjà en route – permettra de voir l'utilisation effective des produits et d'estimer leurs coûts de mise à disposition. Ces résultats seront communiqués en automne.

Un dialogue avec les communes devra être entamé pour la suite. Car côté finances, si l'Etat prendra en charge les frais du postobligatoire, les communes devront mettre la main au porte-monnaie pour les écoles obligatoires. A ce stade du projet, le canton affirme avoir utilisé 120 000 francs pour équiper les 51 lieux, sur les 200 000 francs prévus pour l'entier du projet pilote. L'Etat espère une généralisation de ces actions à l'ensemble des lieux de formation du canton, soit à 93 écoles obligatoires et 35 établissements du postobligatoire. I

## Pride de Nuit

**Lausanne** ► Un collectif lausannois de militants LGBTQIA+ lance une Pride de Nuit dans la capitale vaudoise. Celle-ci prendra la rue le 2 juillet prochain dès 16h30 depuis le parc de Milan pour une manifestation queer, féministe, antiraciste, écologiste et anticapitaliste. L'objectif est de redonner du contenu politique aux «prides».

«Mouvant et multiforme», le collectif Pride de Nuit veut affirmer «sa volonté de se placer aux croisements des luttes», écrit-il jeudi dans un communiqué. Il considère que militer contre la police, contre les frontières, pour les droits des travailleurs du sexe et pour l'inclusion des personnes non-valides est essentiel et partie prenante des luttes queers. «C'est la meilleure façon de parvenir à ce que nous visons: le changement de système», affirme-t-il.

Le manifeste du collectif liste un grand nombre de revendications sur l'autodétermination, la précarité, le monde du travail, la santé, l'internationalisme et l'anti-impérialisme. **ATS**

## Conflit ouvert dans l'animation socioculturelle

**Lausanne** ► La future Maison de l'écoquartier des Plaines-du-Loup sera municipalisée.

Une première pour une Maison de quartier à Lausanne. Le futur centre de l'écoquartier des Plaines-du-Loup ne sera pas confié à la Fondation pour l'animation socioculturelle lausannoise (FASL). La municipalité gèrera le lieu dès mai 2023, en y intégrant également le centre des Bossons.

Mobilisés contre cette décision, les employés tiennent à l'autonomie de leur travail avec les bénévoles et habitants, et dénoncent un «démantèlement de l'animation socioculturelle». Qui se traduira également par un «ajustement» à la baisse de l'en-

veloppe octroyée par la ville, en vertu des prestations que celle-ci reprendra. Car si la Municipalité de Lausanne subventionne à hauteur de 11 millions annuels la FASL, c'est bien cette dernière qui – à l'exception de la Permanence Jeunes Borde – gère les 10 centres socioculturels, 5 maisons de quartier et 2 terrains d'aventure de la ville.

**Ce ne sera pas le cas** aux Plaines-du-Loup, car, selon l'édile en charge du dossier, le popiste David Payot, «s'y superposent aux besoins en animation des impératifs de gouvernance de quartier» justifiant leur jonction sous l'autorité municipale.

«Pourtant, notre métier n'est pas le même si la ville est notre em-

ployeur: comment tisser des liens étroits avec le terrain si nous devons être aussi le relais de la politique de la municipalité? Et comment porter les critiques des habitants envers celle-ci?» s'interroge Hélène, animatrice socioculturelle au Centre de quartier des Bossons - Plaines-du-Loup (La Cabane).

«D'autant plus que la ville peut faire la gestion de quartier et laisser l'animation autonome, à La Cabane comme à l'écoquartier. Les besoins ne manquent pas» abonde son collègue Tao. Un changement d'autant plus incompréhensible «que nous nous sommes impliqués dans les processus participatifs depuis 2016, sans qu'on nous dise que notre activité serait municipalisée», ajoute

Silvana, employée également de la FASL.

«Ce choix est l'élément visible de la politique de démantèlement de la FASL menée depuis l'abandon de sa municipalisation», analyse la commission du personnel. «Un signe que l'on n'a pas encore réglé les problèmes de collaboration avec la ville», regrette Jacques-André Vulliet, président du conseil de fondation de la FASL.

Ingérences, management tatillon ou encore ressources insuffisantes, réparties inégalement entre quartiers: les griefs des employés de la FASL dépassent les Plaines-du-Loup. Un cahier de doléances sera présenté bientôt.

ACHILLE KARANGWA